

Retour sur l'histoire du trotskysme en France.

La Thèse de Jean Hentzgen.

Le 13 juin dernier, le chercheur Jean Hentzgen soutenait, à l'université Le Havre-Normandie, une thèse intitulée [Du trotskysme à la social-démocratie : le courant lambertiste en France jusqu'en 1963](#), devant un jury composé de John Barzman, Michel Dreyfus, Ludivine Bantigny, Frank Géorgi et Frédéric Sawicki. Comme son titre ne le montre pas forcément - j'y reviendrai - il s'agit du fruit d'un important dépouillement d'archives diverses, notamment celles du CERMTRI (le Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskystes et Révolutionnaires Internationaux, créé par ce courant), mais pas seulement, qui couvrent l'essentiel des débats internes au Parti Communiste Internationaliste, section française de la IV^e Internationale, constitué en 1944, exclu bureaucratiquement de celle-ci en 1952, renommé en 1958 Groupe La Vérité, du nom de son journal, et souvent appelé alors « groupe Lambert ». En 1965 il prendra le nom d'OCI (Organisation Communiste Internationaliste). Aujourd'hui les composantes dirigeantes et dominantes de deux partis classés à l'extrême-gauche dans les nomenclatures officielles, le POI (Parti Ouvrier Indépendant) et le POID (Parti Ouvrier Indépendant Démocratique), dont la coupure date de 2015, en proviennent directement, ainsi que plusieurs groupes exclus à tel ou tel moment de ce courant, réseaux et cercles.

On peut dire que les militants issus de ce fameux « lambertisme » irriguent, sans doute pour le meilleur ou le pire, l'organisme même du mouvement ouvrier en France. Son héritage est un élément important du bagage et de la réflexion de notre propre association « [Arguments Pour la Lutte Sociale](#) » même si, n'ayant pas le culte du « fil de la continuité » auquel nous nous efforçons de préférer la continuité réelle, nous ne revendiquons aucune filiation exclusive. Cette importance structurelle est souvent ignorée ou mécomprise, ou ramenée à la partie émergée de l'iceberg, la plus célèbre aujourd'hui, en raison de l'origine « lambertiste » de figures officielles telles que Lionel Jospin et Jean-Luc Mélenchon, mais elle est loin de s'y réduire. Au-delà d'un simple courant politique fortement structuré, c'est un ensemble d'habitus allant de traits sectaires (mimiques et gestuelle « lambertiste » sur laquelle on attend encore la nécessaire anthropologie !) à des pratiques de sociabilité militante qui ont transmis l'art et la manière de tenir une réunion, animer une section syndicale, faire une liste à des élections municipales, réaliser une assemblée générale, mener une campagne, intervenir dans un congrès, lancer une grève, rechercher un comité de grève élu ... Certes tout cela n'est pas passé que par ce courant (heureusement !), mais si l'on pouvait mesurer l'apport de la formation qu'il a procurée et des pratiques et combats qu'il a, indirectement et pas toujours volontairement, nourris, on serait sans doute étonné, car de la « secte » on passerait, en fait, à des faits politico-culturels de masse.

Mais il y a plus. Si tout cela, avec les sous-produits et les désagréments afférents, existe et a existé, c'est en raison d'un objectif central dont la nécessité demeure : « résoudre la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat à laquelle se réduit la crise de l'humanité » et, faut-il ajouter, de la planète en tant que monde habitable. La IV^e Internationale a été proclamée, à contre-courant, sous la pression de Léon Trotsky, en 1938, dans cette perspective, que celui-ci reliait à la seconde guerre mondiale. Elle n'a pas « percé » dans cette catastrophe et s'est apparemment satisfaite, une fois reconstituée entre 1943 et 1948, d'avoir « tenu », ce qui quelques années plus tard fut payé très cher, par la « crise pabliste » sur laquelle je reviendrai plus loin. Le « PCI majoritaire » comme l'appelle J. Hentzgen fut, à l'échelle mondiale, l'organisation qui « résista » à cet alignement sur le stalinisme en quoi consistait le pablisme, et, à partir de là, il fut le premier exemple et souvent le moteur, des courants se voulant « trotskystes orthodoxes », jouant un rôle mondial par ses relations, son aide, ou son emprise, sur d'autres partis similaires, du meilleur au pire et de la Bolivie à l'Algérie. Cette histoire a donc une dimension internationale, planétaire, quasi millénariste car il est entendu ou sous-entendu que la survie du monde lui serait liée. Là encore, on peut percevoir ceci comme un trait « sectaire », mais aussi comme un concentré de ce qui arrive à l'humanité souffrante et combattante toute entière.

La thèse de Jean Hentzgen est issue d'un premier travail, *Agir au sein de la classe. Les trotskystes français majoritaires de 1952 à 1955*, mémoire de maîtrise soutenu en 2006 à Paris I. J'en ai eu connaissance, à l'initiative de son auteur, peu après la mort de Pierre Lambert, et nous avons eu alors quelques échanges, aidant Jean Hentzgen à contacter puis interviewer Claude Monnier, aujourd'hui décédé, dernier survivant de la cellule Renault du PCI, qui avait connu la grève de 1947. J'avais écrit [deux articles sur Pierre Lambert](#), dont le second, *Compléments sur Pierre Lambert*, éclaircissait le déroulement général des activités syndicales de celui qui fut le principal dirigeant de ce courant, et plusieurs de ces précisions nécessaires, notamment sur le congrès confédéral de la CGT-FO de 1959, un sujet qui n'est rien moins qu'anecdotique, étaient en partie redevables aux recherches de Jean Hentzgen. Dans sa thèse, Jean Hentzgen se réfère à son tour à cet article qui a probablement contribué à sa réflexion sur les relations entre trotskysme et syndicalisme en France, et à la nécessité de reprendre cette histoire depuis 1929-1930, signalant au début de sa conclusion les conflits, à mon avis « fondateurs », entre Trotsky et Monatte, l'Opposition unitaire de la CGTU, et Rosmer. Lambert aurait contredit ces choix initiaux en se tournant vers la vieille roche « socialo-libertaire » du mouvement ouvrier français, et de la même façon Jean Hentzgen signale, dans [mon article sur Pierre Broué](#) (qui fut un syndicaliste efficace et reconnu chez les surveillants puis chez les professeurs du second degré), l'influence initiale du syndicaliste révolutionnaire ardéchois Elie Reynier. Mais j'ai une appréciation différente de celle qui semble affirmée dans cette conclusion : je ne pense pas que la culture « socialo-libertaire »

ou « syndicaliste révolutionnaire » puisse être assimilée au « réformisme » ni qu'elle puisse expliquer le fameux tropisme « social-démocrate » prêté à Lambert.

Il me semble en fait que le titre et la « ligne générale » politique de cette thèse, à savoir que le « lambertisme » aurait consisté, sous une phraséologie trotskyste, dans une identification progressive à la social-démocratie, entendons par là la « vieille » social-démocratie, pas celle du PS au pouvoir après 1981 et de ce qu'il est devenu depuis, mais celle du premier Mollet, de Pivert, de Jaurès et Guesde (ce qui nous offre déjà pas mal de diversité !), et, qui plus est, que les carottes à cet égard seraient cuites en 1963, sont forcés, plaqués, et non confirmés par les considérables apports factuels et documentaires qu'elle contient. Soyons clairs : c'est un travail d'une immense valeur par son contenu, prolongeant les recherches scrupuleuses et méticuleuses engagées dans le mémoire de 2006, mais son emballage « du trotskysme à la social-démocratie » en restreint la portée, la déforme et incite à des conclusions sommaires prématurées, qui se trouvent correspondre au verdict de bien des adversaires politiques du « lambertisme », qui, par-là, s'évitent surtout d'avoir à traiter de leur propre bilan. 1963 n'est pas, en outre, une date décisive dans cette histoire. Par conséquent il est à souhaiter que la poursuite éventuelle de cette recherche nécessaire, tout en reposant sur la même méthodologie investigatrice des faits et des idées et propos réels, s'émancipe de telles représentations.

Un arrière-plan incontournable.

Dans le premier chapitre, *Le premier âge du trotskysme français (jusqu'en 1948)*, J. Hentzgen s'est obligé à un résumé de l'histoire antérieure à l'objet propre de ses recherches. C'était peut-être exigé du point de vue « universitaire », mais n'était pas indispensable car cette histoire a été faite par ailleurs dans divers ouvrages, ce résumé étant du coup approximatif sur plusieurs notions politiques comme le « défaitisme révolutionnaire ». Par contre ce sont les questions esquissées dans la conclusion, évoquées ci-dessus, qui demanderaient à être envisagées d'emblée dans leur antériorité, dans la mesure où bien des débats et des pratiques mis en œuvre et discutés dans le PCI d'après 1944, et particulièrement en ce qui concerne la Commission syndicale du PCI et Lambert, y font écho - cela de manière implicite bien plus qu'explicite, ce qui a son importance.

Il y a le moment initial. Le trotskysme en tant que courant organisé, distinct du communisme en général, apparaît vraiment en France en 1929-1930, sous le nom de Ligue communiste (qui, jusqu'en 1933, vise au redressement du PCF et de l'Internationale communiste), et l'homme clef de cet accouchement est Alfred Griot dit Rosmer, figure historique, avec Pierre Monatte auquel on l'associait souvent (« Monatte et Rosmer ») du syndicalisme révolutionnaire de la CGT d'avant 1914, puis de la naissance du Parti communiste.

Entre ces deux moments du passé de Rosmer, il y a d'ailleurs une rencontre qui, elle aussi, constitue un soubassement historique, humain, culturel : celle de l'équipe de la *Vie ouvrière* et du groupe internationaliste russe *Naché Slovo*, donc des Trotsky (Léon et Natalia) et des Rosmer (Alfred et Marguerite) et aussi de Pierre Monatte, à l'automne 1914 dans l'opposition à la guerre et à l'union sacrée. Cette rencontre fondatrice, toujours décrite comme émouvante et chaleureuse par ses protagonistes, voyait se rapprocher des militants non seulement de nationalités différentes, mais de cultures et de filiations politiques différentes, référant, en résumant, à Bakounine pour les Français et à Marx pour les Russes, et elle fut pour beaucoup dans la réalisation de la célèbre conférence internationaliste de Zimmerwald un peu plus tard en Suisse. Trotsky s'est alors convaincu que le syndicalisme révolutionnaire français, de facto un « *parti antiparlementaire de la classe ouvrière* », pouvait et devait, moyennant quelques transformations, devenir le noyau d'un parti ouvrier révolutionnaire. Les premières années du Parti communiste en France, issu de la vieille SFIO, consisteront dans la recherche d'un « bolchevisme à la française » ne se réduisant précisément pas à un placage du bolchevisme russe sur les réalités du mouvement ouvrier français, mais consistant plutôt dans la synthèse révolutionnaire des héritages politico-culturels et des pratiques issues des deux cultures, souvent entremêlées mais néanmoins distinctes, du socialisme électoral d'imprégnation jacobine et du syndicalisme révolutionnaire, celui-ci ayant un rôle clef à jouer pour féconder la synthèse. Les mânes de Jaurès et de Pelloutier, en somme, devaient se fondre l'une dans l'autre sur une base supérieure. Et ceci parût proche de se réaliser quand, en 1923, Pierre Monatte, symbole de la vieille CGT et du refus de 1914, rejoignait le jeune Parti communiste mobilisé contre l'occupation de la Ruhr. Un an et demi après il était, après Souvarine, de l'une des premières fournées d'exclus pour cause de soutien à Trotsky et de résistance à une « bolchevisation » visant à sélectionner un appareil aux ordres. Avec Rosmer, de retour de Moscou.

Ce rappel était nécessaire pour comprendre le raté du « lancement » du trotskysme en France. Sans conteste, l'homme qui l'a ainsi « lancé » fut Alfred Rosmer, et le regroupement qu'il opère, la Ligue communiste, a une portée internationale car il comporte aussi des hongrois, des émigrés juifs, les fondateurs de l'important trotskysme vietnamien, et sert de point d'appui à l'organisation internationale des « bolcheviks-léninistes ». Mais s'enchaînent trois ruptures qui forment comme une série.

Pierre Monatte, fin 1930, est dans les initiateurs d'un appel à la réunification syndicale sur les bases de la charte d'Amiens « *dans la pratique de la lutte des classes et de l'indépendance du mouvement syndical* ». C'est typiquement le genre d'appel que le « PCI majoritaire » aurait soutenu dans les années 1950, comme celui, initié par la direction de la FEN, à un « *Mouvement syndical uni et démocratique* » lancé en 1957. Or, en 1930 - en se centrant surtout sur la présence parmi les 22 signataires de cet appel du dirigeant réformiste et anticommuniste (mais ancien syndicaliste

révolutionnaire) Georges Dumoulin - Léon Trotsky affirme que « *Monatte a franchi le Rubicon* » et constitué un bloc réactionnaire. Dans ce cadre, la référence à la charte d'Amiens est interprétée comme une sorte d'idiotisme national français et rétrograde, alors que, dans les années 1950, cette référence servira à affirmer le besoin d'une réunification et de l'unité d'action entre CGT, CGT-FO et FEN, écartant la CFTC (future CFDT). Entre temps, les trotskystes français ont désapprouvé la scission syndicale de 1948 et soutenu la préservation de l'unité de la FEN par la motion Bonissel-Valière fondatrice de celle-ci (reniée bien plus tard par ses dirigeants quand ils la casseront pour constituer une « union » « autonome », l'UNSA), qui appelle à la « *reconstruction d'une CGT démocratique unique* ».

En 1930 cette appréciation négative de l'appel des 22 était partagée par une partie des opposants dans la CGTU dirigée par les communistes, à savoir par la majorité de l'ancienne fraction communiste de l'enseignement, exclue ou en voie d'exclusion du PC, et ses alliés dans la confédération, qui constituent au même moment un regroupement dénommé *Opposition unitaire*, réclamant un « *redressement révolutionnaire* » de la CGTU et dans ce cadre le retour à une politique d'unité d'action. Les dirigeants de la Fédération Unitaire de l'Enseignement, proches des trotskystes, se sont rapidement souciés de ne pas être sous la tutelle de la jeune Ligue communiste, organisation à leurs yeux récente et n'offrant pas de garanties. Et le type de pratique syndicale qu'ils défendaient sur le terrain, sans se référer à la charte d'Amiens et aux thèmes traditionnels du syndicalisme révolutionnaire, en étaient en fait fort proches. Très vite, après avoir congédié les discussions avec Monatte et sa revue, *la Révolution prolétarienne*, Trotsky va aussi s'élever contre la transformation de ce petit courant syndical en une fraction politique ne disant pas son nom, faisant obstacle au développement de la Ligue, dans laquelle l'instrument syndical sert de substitut au combat pour un parti révolutionnaire, sous couvert de quoi les mêmes tendances « droitières » que chez Monatte, à l'adaptation au train-train syndical, se feraient jour.

Seconde rupture, donc : le courant politico-syndical issu de l'Opposition unitaire de la CGTU perdurera durablement dans l'enseignement sous le nom de la revue syndicale fédérale des institutrices et instituteurs CGTU, *l'Ecole Emancipée* (EE). L'identité spécifique de ce courant, qui n'est assimilable ni à *la Révolution prolétarienne* (RP), ni au trotskysme, et qui n'emploie pour s'autodésigner les termes de « syndicaliste révolutionnaire » que progressivement et pas avant la fin des années 1940 (notons d'ailleurs que la motion Bonissel-Valière, fondatrice de la FEN, ne comporte pas de référence explicite à la charte d'Amiens), doit absolument être saisie si l'on veut faire l'histoire du syndicalisme et du trotskysme. J. Hentzgen dans sa thèse le traite de fait comme une composante des réseaux d'influence trotskystes voire « lambertistes » alors qu'il s'agit d'un courant proche mais distinct ; Marcel Valière, ou Yvonne Issartel (qui, soit dit au passage, n'était pas dans l'Hérault, mais en Ardèche. Voir note 1), ne

sont pas des membres de réseaux liés à Lambert mais, par rapport à lui, ils sont des alliés, certes, mais indépendants.

Plus généralement, la terminologie de quasiment tous les travaux universitaires sur ces courants souffre d'une grande imprécision. *Syndicaliste révolutionnaire* (comme le veut être la RP à partir de 1928), *syndicaliste communiste* (comme se définit le courant de l'EE, alors Majorité fédérale de l'enseignement CGTU, à ses origines), *anarcho-syndicaliste* (comme se veut la CNT fondée en 1948, où comme s'en réclament les « gars du bâtiment » comme Riguidel, voir note 2), s'ils se situent sur le terreau de pratiques, et souvent sur une éthique (auto-formation, action directe, refus de parvenir, fierté militante, et ni Dieu ni maître), communes, n'en sont pas moins des notions politiques *distinctes*, et de plus ces distinctions ont une histoire et ne sont pas les mêmes, par exemple, entre les années 1900 quand le syndicalisme révolutionnaire naît d'une synthèse consacrée par la charte d'Amiens, les années 1920 où tous se tournent vers Moscou puis beaucoup s'en détournent ou en sont dégoûtés, et les années 1950 où ces étiquettes sont moins séparées car tous sont minoritaires et en opposition au stalinisme et au réformisme. Il n'empêche : ces distinctions ne sauraient être réduites à des subtilités byzantines (et quand bien même il faudrait dans ce cas les analyser aussi), car toutes renvoient à des blocs de faits historiques marquants.

Mais revenons en 1930 : la rupture avec Monatte et l'échec à travailler durablement en commun avec les gens de l'EE ont vu Rosmer se fatiguer, chercher des compromis et se heurter à des jeunes « marxistes » et activistes que Trotsky soutient. Finalement Rosmer en a marre et jette l'éponge : le fondateur du courant trotskyste en France laissera désormais son enfant, vilain petit canard à ses yeux, courir tout seul (il reprendra, quelques années plus tard, ses relations amicales personnelles avec Trotsky, prêtera sa maison de Périgny pour la conférence de fondation de la IV^e Internationale en 1938, mais ne cherchera plus à construire d'organisation politique et se réconciliera aussi avec Pierre Monatte, relançant avec lui la RP en 1947).

Donc, au final, trois « ruptures », toutes les trois avec leur part d'agressivité mais aussi leur caractère partiel et leurs ambiguïtés respectives, dans ce début fébrile : avec Monatte, « syndicaliste révolutionnaire », avec l'EE, « syndicaliste communiste », avec le premier et le plus efficace des relais de Trotsky en France lui-même, Alfred Rosmer. Ce n'est pas rien et, au total, de fait, ceci se résume en une extériorisation du premier trotskysme en France par rapport au « mouvement ouvrier profond » dans son ancrage syndicaliste. Les principaux responsables trotskystes en France dans les années 1930 ne seront pas des personnalités du type « militant ouvrier », mais plutôt des intellectuels ou des activistes-aventuriers, le premier type étant symbolisé par Pierre Naville et le second par Raymond Molinier. Pour reconstruire un « bolchevisme à la française » il y a là un maillon manquant, et le premier maillon.

Grosso modo, le profil de militants trotskystes plutôt « intellectuels » fut plutôt l'apanage, à partir de la scission de 1935, surmontée en 1944, du POI (Parti Ouvrier Internationaliste, section officielle de la IV^e Internationale), et le profil plutôt « activiste-aventurier » celui du courant Molinier - rappelons tout de même que Raymond Molinier, avant de partir au Portugal puis en Amérique latine en 1940, menait une petite entreprise de recouvrement de dettes par des méthodes musclées, et en tirait les revenus lui permettant de financer les activités politiques lui convenant, « méthodes » qui scandalisaient, justement, le petit monde militant ayant une éthique « syndicaliste révolutionnaire » au sens large. Le courant Molinier a pu comporter dans ses rangs des combattants ouvriers, mais pas de syndicalistes au sens propre. Les quelques trotskystes français reconnus comme syndicalistes, avant 1944, sont au POI : les frères Bardin parmi les postiers et les techniciens dans les années 1930, et Henri Souzin, des Peintres en bâtiment, mort en déportation.

Ceci change en 1944, où le PCI récemment créé par la réunification des deux courants va constituer des cellules ouvrières en région parisienne (Puteaux-Suresnes, puis Renault), et lorsque, dans ce cadre, un jeune militant issu du courant Molinier fait une percée dans la CGT, à l'Union locale de Clichy, sous le pseudo de Temansi : Pierre Bousset, le futur Lambert. Le récit de cet épisode a notamment été fait par Michel Lequenne, qui le tient déjà pour scandaleux : à peine embauché dans une usine le futur Lambert devient un dirigeant CGT, qu'il faut contraindre à prendre du champ pour éviter une « affaire » s'il était découvert comme trotskyste. L'indignation de M. Lequenne me semble artificielle et peut-être reconstruite inconsciemment après coup : ce premier « exploit » de Lambert montrait surtout les possibilités existantes si le jeune PCI s'était investi à fond dans les « organisations traditionnelles » au lieu de se prendre pour ce qu'il n'était pas.

Mais concernant Lambert, cette histoire nous donne une clef interprétative : il est le seul à réunir ces deux caractéristiques : avoir été formé dans le moule « Molinier » (dont sont issus, outre les principaux « pablistes » de la suite de cette histoire : Pierre Franck, Jacques Privas dit Grinblat, la très belle figure de militant-aventurier que fut Claude Bernard dit Raoul), et avoir en même temps compris, ou saisi intuitivement, les profondeurs de ce qu'il appelle « la classe », et la place du syndicalisme. Par cette combinaison, il mettra justement le goût des opérations risquées, voire tordues, et un certain manque de scrupule, que nous pourrions dire de filiation « moliniériste », dans une activité de construction syndicale patiente et de réseaux amicaux, que nous pourrions dire, elle, de filiation « syndicaliste révolutionnaire » au sens large.

La crise pabliste et ses fondements idéologiques et organisationnels.

Cela dit, attention : si cet arrière-plan est nécessaire et utile pour comprendre l'évolution du PCI majoritaire et de Lambert, il ne saurait en aucun cas l'expliquer à lui seul. Le fait fondateur, c'est la crise pabliste. Qu'est-ce que la crise pabliste ?

La IV^e Internationale fut disloquée en 1940, par la guerre, la répression, l'assassinat de Léon Trotsky, et aussi par la scission nord-américaine entre SWP (Socialist Workers Party) et WP (Workers Party), les seconds récusant la théorie trotskyste de l'URSS « État ouvrier dégénéré » qu'il faudrait défendre même, en somme, lorsqu'il a tort (dans le cas du partage de la Pologne entre Hitler et Staline, de l'occupation des pays baltes et de l'agression contre la Finlande).

Sa reconstitution fut un processus long et courageux qui commence par la reprise de liens clandestins dans les Ardennes en 1942-1943 et se conclue par un « congrès mondial » (alors que, ce que note J. Hentzgen, la conférence fondatrice de 1938 n'avait pas pris un tel titre) tenu à Paris en 1948. Ce processus fut une affaire européenne avant tout, le SWP des États-Unis lui ayant donné sa bénédiction, mais en restant dans une quasi indépendance de fait, et ayant stérilisé l'ancien Secrétariat international constitué avant-guerre et réfugié chez lui.

Le fait principal qui aurait dû être débattu ne le fut pas : aucun parti ou courant révolutionnaire organisé de masse ne s'était dégagé en Europe, les seules percées de masse du trotskysme, faites sans aide d'une Internationale n'ayant d'existence que symbolique (ce qui a une grande importance, précisons-le), à peine connues et nullement étudiées par le « congrès mondial » de 1948, s'étaient produites isolément et séparément en Bolivie, à Ceylan, et au Viêt-Nam (où le stalinisme avait déjà, à la date de 1948, éliminé physiquement Tha Thu Tau et ses camarades).

Pourquoi cette absence de retour sur le vrai bilan ? Au-delà du fait que ces quelques percées isolées, et des actions internationalistes exemplaires comme les cellules implantées dans l'armée allemande d'occupation en France et l'organisation des travailleurs vietnamiens par Raoul et quelques autres, ont assurément affirmé le droit à l'existence de la IV^e Internationale, une réponse approfondie aurait nécessité un débat stratégique de fond revenant sur les questions nationales, militaires et la question du nazisme dans la seconde guerre mondiale (amorcé par Trotsky avec la « Politique Militaire du Prolétariat », généralement ignorée), sur la nature de l'URSS et, maintenant, des États et territoires « libérés » par l'armée rouge et d'autre part de ceux libérés par des partisans, et sur le rapport entre les masses et leurs partis et syndicats traditionnels - beaucoup de choses en somme, qui furent sommairement esquivées, ignorées ou enterrées sous la réaffirmation de l'imminence de la révolution et sous l'autosatisfaction du sentiment d'avoir « tenu le coup » - alors que Trotsky, lui, n'avait pas poussé à la proclamation de la IV^e Internationale pour qu'elle « tienne le coup », mais pour qu'elle marche à la victoire dans la transformation de la seconde guerre impérialiste mondiale en guerre entre les classes.

Satisfaite d'avoir « tenu le coup », une « direction révolutionnaire internationale » fut élue et installée dès avant le « second congrès mondial » et confirmée par lui, congrès qui, d'autre part, mettait un terme aux discussions avec le [courant du WP nord-américain \(Max Shachtman\)](#), discussions qui n'auraient pu fructifier que dans le cadre de ce débat stratégique de fond qui n'a jamais eu lieu. De sorte qu'il est possible de dire que cette organisation ainsi reconstituée et instituée, si elle existe bien de par la proclamation de 1938 et l'adoption du [Programme de transition](#), ne correspond pas à ce qui en était la visée : c'est une direction bis, ou ter, par rapport aux staliniens et aux réformistes, autoproclamée, s'imaginant toute prête et appelée à prendre leur place par on ne sait quels processus.

Ce Secrétariat international (SI) était basé à Paris et comportait trois types de membres. Des émissaires variables de sections plus ou moins lointaines (États-Unis, Grande-Bretagne, Inde et Ceylan, Argentine) n'y jouent pas de rôle important (dans le cas du [SWP des États-Unis](#), par choix de celui-ci). Les membres réguliers qui alimentent ses productions politiques sont les Français, issus du courant Molinier, Frank et Privas, et le jeune belge Ernest Mandel dit Germain, le plus prolifique et prometteur.

Et il y a, au-dessus de tous, en position de permanent et de premier responsable ... un « secrétaire de l'Internationale » : l'émigré grec Mikalis Raptis dit Michel Pablo. Est ainsi rééditée en mode plus caricatural encore la fiction caricaturale et dangereuse qu'avait, déjà en son temps, été la désignation de Zinoviev à la « présidence » de l'Internationale communiste. Le rôle courageux et efficace de Pablo pendant l'occupation et sa contribution à la réunification française en 1944 lui ont conféré une autorité morale reconnue, qui contribue sans doute à ce que personne ne pense même à poser des questions sur sa posture réelle de déraciné en apesanteur, chef mythique d'un parti mondial de la révolution socialiste qui reste à construire. Détail qui a son importance de même qu'est symptomatique le fait que personne ne s'en soit soucié, Michel Pablo comme permanent a en fait une autonomie personnelle exceptionnelle, ayant une épouse fortunée (cousine de la famille royale de Grèce d'où il est exilé !), le plaçant implicitement dans une situation où il ne doit rien à l'Internationale mais où les membres du SI lui sont redevables, à lui, de leur position et de leur « bâton de maréchal », comme dira Pierre Frank au grand dépit des futurs « lambertistes ».

Ces données sont indispensables pour comprendre la « crise pabliste » et sa portée.

D'une part, elles illustrent une triste leçon de l'histoire des organisations révolutionnaires qu'il serait temps d'assimiler : alors que la plupart du temps les dirigeants, faisant peu confiance aux militants, eux-mêmes incités à peu faire confiance aux prolétaires, craignent que les pressions extérieures et les « déviations petites-bourgeoises » pénètrent « leurs » organisations par le biais des militants, surtout les plus indépendants d'esprit et les plus remuants, il s'avère que c'est en réalité surtout depuis les grands chefs à plume que les dégénérescences et

déformations ont eu lieu, souvent d'ailleurs en utilisant pour s'imposer la surveillance inquisitrice des déviations sous l'égide des sous-chefs. Plus tard, Lambert en sera une illustration après Pablo. La « sagesse des nations » sait cela : *le poisson pourrit toujours par la tête* passe pour un vieux proverbe chinois qui existe aussi en latin.

D'autre part, elles soulignent le fait que l'histoire d'un courant trotskyste n'est jamais une histoire purement nationale, mais d'abord internationale. Les formes de la lutte des classes sont nationales, son contenu est mondial, et s'agissant du trotskysme l'organisation internationale est une réalité, au moins symbolique - ce qui a, répétons-le, déjà toute son importance - et souvent beaucoup plus. Dans le cas de la « IV^e Internationale » telle qu'elle est instituée par son « second congrès mondial » de 1948, est censé s'exercer le « centralisme démocratique à l'échelle internationale », qui sera au fondement du piège tendu au PCI en 1951 par Pablo : une majorité nationale doit donc acquiescer aux décisions « internationales » dont le mandataire ultime est lui-même. Dans le cas de la France cette osmose est alors la plus poussée puisque le SI est à Paris et tend à s'immiscer dans les affaires du PCI. Comme, pour une fois modeste, l'explique la brochure de l'OCI écrite par Lambert ou sous sa dictée, *Quelques enseignements de notre histoire*, c'est avant tout parce qu'il avait le SI sous le nez, et sur le dos, que le PCI a été le premier à résister frontalement au « pablisme ».

Il résulte de ces précisions qu'un récit historique et une analyse de la crise de 1951-1953 dans le mouvement trotskyste ne peuvent pas s'en tenir à la France et à la section française. Nous avons là une limite obligée par le cadre national de la thèse de J. Hentzgen, qui vaut aussi pour le récit de ces mêmes faits que donne son mémoire de 2006. Ceci n'est nullement une critique de ces travaux, qui donnent un éclairage désormais incontournable sur ces événements. Mais le poids du contexte international et de la dimension internationale du déroulement des faits nous conduisent, par rapport à eux, à souligner la pression très lourde de certaines représentations, et à préciser la portée de certains épisodes.

Tous les protagonistes du débat du début des années 1950 disent s'attendre à la III^e guerre mondiale entre EU et URSS. Quand Pablo passe à l'offensive, début 1951, on s'imagine au bord de celle-ci, la guerre de Corée battant son plein. En fait, Truman va limoger Mac Arthur qui voulait bombarder la Chine à l'arme atomique et, en juin 1951, le représentant soviétique à l'ONU proposera un cessez-le-feu en vue d'une « *coexistence pacifique des deux systèmes* » et de la construction d'un ordre international partagé. La III^e guerre mondiale n'aura pas lieu, elle n'était pas dans les intentions des dirigeants américains et soviétiques, et le risque de son éclatement par dérapage local façon Mac Arthur est écarté, cela précisément au moment où Pablo proclame que tout doit être revu en fonction de son inévitabilité à brève échéance. Il est certes facile de dire après coup qu'elle n'allait pas avoir lieu, mais il n'en est pas moins évident que la fièvre obsidionale a été un argument ferme-gueule, une pression contraignante, jouant en faveur des positions de Pablo : la guerre arrive, choisis ton

camp camarade, c'est le camp stalinien ne t'en déplaie. Pourtant le SWP américain, dans le texte qu'il a adressé au « III^e congrès mondial » - et qui ne lui a pas été communiqué ! - affirmait que la guerre, inévitable mais pas immédiate, devrait conduire à redoubler l'affrontement avec le stalinisme, nullement décidé à transformer la guerre en révolution pour la gagner.

L'argument de Pablo se ramène au « vaincre Franco d'abord » des staliniens pendant la guerre d'Espagne, qui a eu pour résultat réel la victoire de Franco. Selon un texte de Raoul cité par P. Broué dans les *Cahiers Léon Trotsky* qu'il lui a consacré, cet argument fut bel et bien employé tel quel dans les discussions (« *comme Franco d'abord* »). Bien que l'on n'en ait pas de traces écrites, c'est possible. Autre argument d'« ambiance » pour pousser les militants à se présenter comme staliniens pour entrer au PCF : quand l'armée rouge arrivera, ça les épargnera ! (en réalité, si elle était arrivée, le NKVD se serait mis prioritairement en chasse des communistes sincères et parmi eux des trotskystes infiltrés !).

A cette représentation de « la guerre qui vient », s'en combinait une seconde : celle d'un « mouvement communiste » dominé par les staliniens et qui était censé organiser la quasi-totalité des ouvriers combattifs. En réalité, des deux grands PC, italien et français, seul le premier a des effectifs comparables à ceux du travaillisme britannique ou de la social-démocratie ouest-allemande à la même date. Le PCF est réputé avoir près d'un million de membres quand la réalité est plus proche du cinquième de ce chiffre. Ce qui, certes, est déjà conséquent : les « ouvriers staliniens » sont une réalité, mais les représentations dominantes, de Thorez à Pablo en passant par la droite, en font un mythe tout puissant auquel Pablo demande de s'adapter non pas par une politique d'unité ouvrière, mais en se faisant les auxiliaires de ce qu'il appelle « *les forces matérielles et techniques* » du bloc soviétique. Le PCF fait alors 26% des voix aux élections et la SFIO 15%, comptant quant à elle quelques 115.000 adhérents. La principale organisation ouvrière, et de loin, est la CGT, dont le PCF contrôle l'appareil, mais qui ne saurait s'y réduire. Elle reflue : 2,6 millions de membres en 1951, 2,1 millions en 1953. Bien que les autres confédérations soient loin derrière elle, le sentiment qu'il n'y a plus d'unité syndicale et qu'un certain pluralisme affaiblit le monde ouvrier, domine depuis la scission de 1948. Aux élections aux caisses de Sécu de 1950 la CGT fait 43%, la CFTC 23 % et FO 15 %. Par rapport à sa branche professionnelle, le syndicat le plus puissant, et de loin, est la FEN qui doit sa puissance à son unité liée au droit de tendance ; elle en réunit trois, les autonomes réformistes, les cégétistes, et l'École Émancipée, en gros dans des proportions respectives de deux tiers, un quart et un dixième, qui sont trompeuses car l'unité et la puissance de la FEN tiennent à la volonté des autonomes et de l'EE de cohabiter. S'ajoutent à ce tableau syndical quelques fédérations autonomes nées entre 1945 et 1947, notamment aux PTT et à la RATP, et la toute petite CNT anarcho-syndicaliste.

Enfin, il faut dire que le fond culturel et les habitudes de lutte et récits militants procèdent toujours, y compris dans la grande CGT et dans bien des secteurs de base

du PCF, des traditions issues du socialisme démocratique et du syndicalisme révolutionnaire d'antan, même quand on ne s'y réfère pas ou qu'officiellement on les rejette. Ainsi, la CFTC pour exister comme organisation syndicale, est amenée à calquer ses structures sur celles du confédéralisme issu de la CGT - autonomie des syndicats de base, unions locales et départementales, fédérations - ce qui renvoie à beaucoup plus qu'à un type de structuration, d'ailleurs propre à la France.

Tout cela pour dire que le mouvement ouvrier réel n'avait que peu à voir avec l'appendice du « *monde stalinien* » qu'il était selon Pablo, et que la vision du monde divisé en camps géostratégiques avant de l'être en classes sociales, et celle du mouvement ouvrier français comme comportant avant tout des « ouvriers communistes », relevaient de l'idéologie dominante et non de l'analyse marxiste du réel. Les militants majoritaires du PCI subissaient eux aussi le poids de cette idéologie, puisqu'il n'y avait pas d'analyse élaborée, systématique, dans cette Internationale satisfaite d'être la direction révolutionnaire de rechange qui avait su « tenir ». Et pourtant ils se sont cabrés contre cette vision du monde, cette réduction de leur milieu réel d'intervention, et ces injonctions à « capituler » s'il le fallait pour pouvoir passer pour « communistes » c'est-à-dire pour staliniens. S'ils ont eu la force de le faire, c'est parce que, plus ou moins consciemment, ils étaient appuyés sur le mouvement réel de leur classe. Il serait d'ailleurs intéressant d'étudier comment les minoritaires favorables à Pablo eux-mêmes, dans leur majorité interne (seule la minorité de la minorité, le courant Mestre-Corvin, est allé, d'une manière quasi sacrificielle, jouer les authentiques staliniens !), ont nuancé et esquivé les pires aspérités de ces positions, à l'instar de la section italienne.

Pablo, Mandel, Bleibtreu.

Au milieu d'une production abondante, les trois textes clefs de la crise que sont *Où allons-nous ?* de Pablo, les *Dix thèses* de Mandel, et *Où va le camarade Pablo ?* de Marcel Bleibtreu (tous trois disponibles dans le tome 4 des *Congrès de la Quatrième Internationale* édités par Rodolphe Prager à La Brèche), méritent une étude sur le fond et sur la forme.

Le premier frappe par sa tonalité millénariste : sous les noms de « *révolution-guerre, guerre-révolution* », c'est Armageddon qu'il annonce. Et l'on peut penser que la fantasmagorie militariste de Pablo, qui ne manque pas de fougue et de puissance d'entraînement, résonne comme une compensation inconsciente pour la prise d'arme révolutionnaire qui n'a pas eu lieu, celle de la seconde guerre mondiale.

Le second a fourni le socle théorique de la résistance à Pablo, alors même que son auteur s'est défilé et a mis en œuvre les mesures bureaucratiques scandaleuses prises contre la section française en 1952. Mandel pose des garde-fous : non, la bureaucratie stalinienne ne pourra pas faire la révolution mondiale, mais oui, elle préserve le

« caractère ouvrier » de l'État soviétique et même, sans le faire exprès, elle est obligée de l'exporter quand elle occupe un autre territoire. La bureaucratie est chez lui une force statique, pas une couche sociale portée par une dynamique contre-révolutionnaire qui ramène à terme le capitalisme - d'où son effacement futur devant les conséquences du gorbatchévisme, pourtant prévisibles. Se cristallise ici la position « mandélienne », qui sera en réalité celle par laquelle, passée la crise pabliste, l'organisation dénommée IV^e Internationale perdurera.

Le texte de Bleibtreu, enfin, affronte directement Pablo, dénonce le remplacement de la lutte des classes par la lutte des camps, mais repose sur une série de prémisses communes : la guerre mondiale aura lieu, le secteur dominé par le stalinisme est bien le secteur décisif du mouvement ouvrier, et des PC peuvent engager des révolutions même s'ils ne les mènent pas jusqu'au bout, sauf que cette capacité ne concerne pas le Kremlin, mais les PC disposant de leurs propres forces armées comme en Yougoslavie et en Chine, dont Bleibtreu défend depuis le début les vertus d' « États ouvriers ».

Ces données internationales et idéologiques expliquent qu'à partir du moment où Pablo, grand chef de la IV^e Internationale, veut, pour faire de celle-ci un appendice du stalinisme, brûler en place publique sa section française, celle-ci a résisté à reculons plutôt que vraiment contre-attaqué. Et que dans cette affaire, une bonne moitié des militants se sont retirés sur la pointe des pieds, ne comprenant pas ce qui se passait et/ou s'en démoralisant. Dans ce cadre, l'épisode que J. Hentzgen appelle *le compromis du X^e plenum* du CEI, Comité Exécutif International (p. 115), me semble avoir marqué d'une pierre noire la crédibilité de Marcel Bleibtreu aux yeux de beaucoup de militants de la tendance antipabliste majoritaire, bien avant, donc, les conflits avec Lambert qui vont encore l'affaiblir l'année suivante, car non seulement Bleibtreu a accepté un faux compromis mettant en fait les positions minoritaires aux postes de commande dans le parti par le biais d'une « voix prépondérante » attribuée au représentant du SI, Mandel, dans le Bureau Politique, mais il s'y est abstenu sur le rapport international de Pablo, aspect indissociable du faux compromis, dont J. Hentzgen ne parle pas sans doute parce qu'il relève de la dimension du débat purement « international » dont on voit bien là qu'elle n'est pas séparable de la crise française, mais au contraire qu'elle la surdétermine de manière fondamentale. Ainsi, alors que les responsables liés à Pablo sont en train de collecter à part les cotisations, de préparer le vol du matériel et des fichiers, et de déclarer un second PCI à la préfecture de Paris, toutes choses qui furent la suite réelle du soi-disant compromis, le responsable jeune, Robert Berné dit Garrive, se radicalise et combat pour la pleine souveraineté et indépendance du prochain congrès, débordant tant Bleibtreu que Lambert, comme l'indiquent les documents sur la scission publiés dans les *Bulletins du CERMTRI* (n° 45, juin 1987, signalé par J. Hentzgen p. 115) : son éloignement d'avec Bleibtreu date donc au moins de là, même s'il semble à la fin de l'année se ranger

dans la tendance plutôt « politique » que « syndicaliste », selon les termes de J. Hentzgen, ce qui ne durera pas.

« Politiques » versus « syndicalistes » : le clivage politique entre ces deux tendances dans le PCI majoritaire, postérieur à la scission, peut être lu ainsi, mais il semble aussi faire écho au débat « pabliste » : M. Bleibtreu ne propose-t-il pas d'ordonner politique et organisation du PCI en fonction d'un pronostic-souhait consistant à faire apparaître un courant communiste oppositionnel organisé autour d'André Marty, qui vient d'être excommunié ? Ce n'est pas du « pablisme » en ce sens qu'il ne s'agit pas de se faire les supplétifs de l'armée rouge et du NKVD, mais c'est bien une politique d'alignement par pari sur une version réduite de Tito ou de Mao, dans la filiation des analyses de Bleibtreu qui se situent, répétons-le, dans le cadre idéologique global propice au pablisme dont il a été question ci-dessus.

Il s'agissait, faut-il le préciser, d'un débat tout à fait légitime et justifié, non dans les termes d'ultimatum où Pablo l'avait posé, mais concernant le fait de savoir si, oui, non ou dans quelle mesure, le poids du stalinisme, les différentiations dans les États staliniens et dans les PC, avaient une prédominance absolue ou non, jusqu'où ils pouvaient aller, etc. Mais concernant les deux postulats idéologiques fondamentaux qui ont dominé tant la crise pabliste que le début du débat Lambert/Bleibtreu, à savoir l'imminence de la III^e guerre mondiale et la prédominance absolue du stalinisme dans le monde ouvrier, les faits ont tranché de manière éclatante les années suivantes. Non seulement la III^e guerre mondiale n'a jamais eu lieu, mais quatre événements majeurs savaient clairement, pour qui voulait regarder le monde réel, les fondements de toute idéologie « campiste », pabliste *stricto sensu* ou non.

La lutte des classes tranche ... mais combien le voient ?

Dans les semaines suivant la mort de Staline, éclatent les émeutes ouvrières de RDA, réprimées par l'armée « rouge », ainsi que des grèves en Tchécoslovaquie et, surtout moins connus alors, des mouvements de révolte dans le Goulag. Les « *forces matérielles et techniques* » du « *monde stalinien* » sont ce qu'elles sont : dirigées non contre « l'impérialisme », mais contre le prolétariat.

Peu après, en août 1953, une grève générale éclate en France. Précisons-le : août 53 n'est pas seulement une « *grève exemplaire* », mais l'une des trois grandes explosions ayant les caractéristiques d'une grève générale (tendance à s'étendre partout et recherche d'un affrontement central avec le pouvoir d'État) qu'a connu la France au XX^e siècle, les deux autres étant juin 36 et mai 68. Pour diverses raisons, celle-ci est occultée dans les représentations dominantes, et l'une de ces raisons est sans doute qu'alors que depuis des années les « ouvriers combattifs » étaient censés être ceux qui se rendaient aux manifestations communistes, comme celles de l'année précédentes

contre l'OTAN, là la lutte est engagée d'emblée à son plus haut niveau par ... les postiers FO et CFTC de Bordeaux.

Août 53, c'est le retour soudain du courant profond qui soi-disant n'existe pas et qui n'arbore pas forcément le rouge vif ni le rouge Moscou, mais qui rappelle qu'il est là et bien là et que dans les luttes de classe décisives, c'est lui qui parle. Ni le PCF ni même la CGT ni telle ou telle couche de « durs staliniens » ne sont pour rien dans ce qui se produit là, au contraire - par contre, ils œuvrent, dans une certaine division des tâches avec les appareils réformistes et CFTC, à ce que ça se calme. Août 53 fut donc une victoire revendicative - sur les retraites ... - et une impasse politique, qui va dominer la fin de la IV^e République jusqu'à ce que le capital reprenne pleinement l'initiative politique, en 1958.

En novembre 1954, c'est ce que l'on appelle l'insurrection algérienne. En fait celle-ci ne se développera en insurrection populaire qu'à l'été suivant, et deviendra alors une guerre contre le colonialisme français. Quand elle éclate, on ne sait pas encore qu'elle est le fait d'un groupe militarisé issu de la crise du messalisme, le mouvement national algérien de masse, mais ayant rompu avec lui, et en partie lié au régime égyptien. Tout le monde croit qu'elle est le produit du messalisme sinon son initiative, et la répression du ministre de l'Intérieur Mitterrand s'abat. Je reviendrai plus loin sur la question du messalisme et de l'attitude du PCI envers lui, mais je voudrais souligner à ce stade ceci : cette insurrection, elle non plus, ne doit rien au stalinisme ni au « mouvement communiste international ».

En octobre 1956, éclate la révolution hongroise des conseils ouvriers, réprimée par les chars soviétiques, et qui fut un début de révolution prolétarienne et démocratique à la fois, dirigé directement contre le régime stalinien et la domination russe en Europe centrale. Ajoutons que l'octobre hongrois avait été annoncé par le soulèvement de Berlin Est trois ans avant. Le plus grand affrontement militaire sur le continent européen de la décennie 1950, avec le plus haut niveau, « soviétique » au sens premier du terme, d'organisation du prolétariat, fut donc bien une « révolution-guerre », mais certainement pas à la manière de Pablo !

Avant le « lambertisme ».

L'examen historique des faits concernant le PCI et la IV^e Internationale en 1950-1952 permet d'écarter, dans les explications de la scission, tant l'ancienne version « pabliste » (la majorité française vue comme un groupe de sectaires-opportunistes dans son ensemble) que celle, plus sophistiquée, de Michel Lequenne, proche de Marcel Bleibtreu et plus tard militant de la LCR, où les premiers torts sont ceux de Pablo, mais où la même veine sectaire-opportuniste incarnée par Lambert profite, en somme, de la situation. Comme le courant ayant gardé le titre de IV^e Internationale et sa continuité organisationnelle est en fait, dans ses fondements politiques

prépondérants, non pas « pabliste », mais « mandélien » au sens des *Dix Thèses* de 1951, cette seconde version lui convient car elle reconnaît les torts de Pablo, y compris, à la rigueur, l'effarant autoritarisme, décalque ridicule du stalinisme, de sa « direction internationale », tout en rejetant le « lambertisme » dans la galerie tératologique des accidents politiques qui n'auraient pas dû exister. Mais le « lambertisme » n'est pas une essence éternelle et en 1950-1952 il n'existe pas. Lambert anime les réseaux réunis avec le PCI sur le thème de l'unité syndicale lutte de classe, ce qui explique largement ses prises de position et son importance croissante dans le PCI en pleine crise, car son assise et ce qui lui reste de base et d'audience leurs sont de plus en plus liées. Si l'on veut absolument trouver à Lambert une « compromission » dès cette époque, avec des forces « bureaucratiques », on peut les imaginer : mais ce n'est alors ni FO, ni la FEN, ni l'AFL-CIO ... mais la Yougoslavie, que Pablo comptait bien passer par pertes et profits de sa « guerre-révolution » fantasmée. Des fonds yougoslaves avaient en effet servi au regroupement de *l'Unité syndicale*. Ceci étant, ça ne va sans doute pas chercher loin, Lambert n'en dépendait nullement, et bien malin serait celui qui parviendrait à expliquer par là ses positions politiques.

Les années allant de la crise pabliste à l'avènement de la V^e République, rythmées par Berlin-Est, août 53, la Toussaint 54, et Budapest, sont celles durant lesquelles quelque chose comme « le lambertisme » a pris forme, non pas avant, ni pendant, mais à la suite et dans les conditions par elle créées. La thèse de J. Hentzgen donne les éléments factuels qui permettent de comprendre ce processus, non linéaire mais heurté.

S'il n'adopte pas la vision téléologique à rebours, expliquant le passé par ce qui l'a suivi, que suggèrent les récits de Michel Lequenne, donnant à penser qu'une essence « lambertiste », portée par son démon éponyme, aurait préexisté de toute éternité à la crise pabliste elle-même, J. Hentzgen est tenté à plusieurs reprises de marquer telle ou telle étape d'une pierre blanche, réalisant une domination du personnage Lambert sur son organisation, de nature despotique quel qu'en soit le caractère plus ou moins éclairé.

Prise du pouvoir de Lambert dans le PCI en mars 53 ?

« *P. Lambert a enfin conquis la direction d'une organisation. Celle-ci changera plusieurs fois de nom mais il en demeurera le chef jusqu'à son décès, en 2008.* » Ces mots concluent le chapitre 3 de la thèse, faisant un point d'orgue du Comité central (CC) des 21-22 mars 1953, et le portrait de Lambert est présenté à la suite, au début du chapitre 4.

Lors de ce CC, les orientations de Bleibtreu et de Lambert se sont opposées explicitement : le premier préconisant d'ordonner toute l'activité du PCI sur le

pronostic d'une crise du PCF autour du cas Marty, et d'envoyer le plus possible de militants au PCF (ce qui ne pouvait manquer de faire penser à Pablo même si la démarche était présentée comme visant à régler son compte au stalinisme au lieu de l'étayer), le second entendant maintenir les cadres existants en s'appuyant surtout sur l'ancrage syndical, ne niant pas les éléments de crise du PCF et l'importance de l'affaire Marty, mais expliquant que pour la classe ouvrière les enjeux les plus concrets sont plutôt liés aux différenciations perceptibles chez les dirigeants CGT, Frachon en tête, qui cherchent dans une certaine mesure à préserver celle-ci des tournants et des oukases venant du parti. Très franchement, on a l'impression d'un choc entre un certain bon sens et une politique fondée sur des spéculations. Le « bon sens » de Lambert gagne par une voix de majorité (mais il semble que celle-ci aurait été plus forte si tous les absents avaient été là), et Bleibtreu, suivi de Lequenne, réagit en refusant de rester membre titulaire du Bureau politique.

Ceux qui le restent formeront la « direction » de l'organisation pour les prochaines années : elle comporte trois « militants ouvriers », Lambert flanqué de Renard de la cellule Renault et de Stéphane Just de la RATP, et deux partisans de la ligne Bleibtreu qui vont s'en séparer et s'agréger au premier groupe. L'un est Gérard Bloch, enseignant et ancien déporté, porté aux sujets théoriques, qui s'était fortement opposé à Lambert mais qui va désormais s'aligner sur lui, d'autant qu'il est le vrai auteur d'une formule sur la construction du parti par des formes transitoires, proposées dès 1948 et que *Quelques enseignements de notre histoire* prête implicitement à Lambert, qui la soutient. L'autre est Berné-Garrive, le « dirigeant jeune », qui périra accidentellement deux ans plus tard. Au CC de juin 1953, Bloch et Berné s'opposent désormais à Bleibtreu.

Ce CC de mars 53 est-il une césure aussi importante ? Le rôle de Lambert est déjà essentiel auparavant, et J. Hentzgen signale à plusieurs reprises, sans disposer de données précises sur ce point, qu'il dirigeait déjà les finances de l'organisation. Et d'autre part ce CC ne fait pas de lui le chef charismatique, non contestable sans risques, qu'il sera bien plus tard. Il est la tête politique de la majorité de la direction, dans une organisation qui comporte ouvertement deux, et bientôt trois, tendances. Ce n'est pas là un système d'organisation comparable au monolithisme de fait qui prévaudra plus tard.

La « première exclusion ».

Peu après se produit la « première exclusion », exposée de manière plus détaillée dans le premier mémoire de J. Hentzgen. Marcel Gibelin, dit Marin, dont le rôle fut important dans l'histoire de l'organisation, était notoirement démoralisé, préconisait un « repli syndical », et avait été pris pour cible à ce titre par Bleibtreu. Il trouve moyen d'accepter une invitation en URSS, après la mort de Staline, dans une

délégation syndicale - il est à FO, l'un des tout premiers militants du PCI à s'y trouver - et il va faire partie du parterre de la tribune officielle du défilé du 1^{er} mai à Moscou. Le tout sans avoir prévenu son parti. Reconnaissons qu'il a fait assez fort ...

Au CC des 2-3 mai, Lambert propose et obtient son exclusion en affirmant - ce qui ne sera pas confirmé, mais cette crainte pouvait être légitime - qu'il va signer une « *déclaration* » à Moscou. Il est exclu pour violation de « *la moralité prolétarienne* ». Il aurait pu faire appel au CC suivant, mais il n'en fait rien. Quelques mois plus tard, son ami Jacques Danos quitte le PCI (la « petite collection Maspéro » publiera plus tard [leur livre](#) sur la grève générale de 1936).

Cette première exclusion est-elle la première « exclusion lambertiste » ? Ce n'est pas évident ; c'est Lambert qui la propose, ce qui provient de son rôle de première tête, de facto, de la majorité du CC, et ce qui le conforte, mais rien n'indique que Bleibtreu, ou qui que ce soit d'ailleurs, s'y soit opposé. Pour le coup l'explication bien plus tardive donnée par M. Lequenne, selon laquelle Lambert aurait saisi l'occasion pour éliminer son seul « rival » dans le travail en direction de FO (dont Lambert n'est alors pas membre), ressemble vraiment à une reconstruction après coup, écartée par J. Hentzgen.

Tous sont égaux, mais l'un d'eux l'est un peu plus.

Il est toutefois intéressant de comparer cet épisode à ce qui se passe un peu plus d'un an plus tard, quand Lambert obtient sa réintégration à la CGT, après avoir rencontré directement Benoît Frachon, comme il l'a reconnu au CC des 25-26 septembre 1954, pressé de questions par Michel Lequenne, ceci faisant suite à une période de soutien critique apporté par la majorité du PCI et les regroupements syndicaux unitaires qu'il anime, aux propositions « unitaires » de la direction confédérale CGT. Ce sont alors Bleibtreu et Lequenne qui emploient, contre Lambert, l'expression de « *capitulation devant l'appareil stalinien* ». Ce contre quoi le CC adopte une résolution Renard qualifiant une telle formulation de « *malhonnête* ».

Précisons que depuis le printemps, les rapports se sont tendus : Bleibtreu, Lequenne et leurs camarades ont officiellement fondé une « tendance » que leurs adversaires qualifient de « *clique* ». Un pareil terme est outré : quoi que l'on pense des positions politiques du groupe Bleibtreu-Lequenne, ce sont justement des positions politiques, et non des relations non politiques (sens de « clique ») qui en font le ciment. « Clique » au printemps, « malhonnête » à l'automne pour avoir attaqué Lambert : une réelle intolérance monte dans le groupe dirigeant envers ce courant.

Et, plus encore, c'est là que pour la première fois se dessine une certaine intouchabilité de Lambert. En effet, si l'on pense que sa position d'alors donnant un signe positif à Benoît Frachon sur la question de l'unité d'action syndicale était

justifiée, ou non, on ne peut que constater qu'il a eu des contacts directs avec ce dirigeant ... stalinien de premier plan, sans en référer à son organisation, ce sur quoi celle-ci a après coup refusé qu'il y ait là matière à critique, un an après l'exclusion de Gibelin pour une indiscipline qui, considérée en soi, n'est pas sans points communs avec ce dernier épisode !

La Toussaint 54, révélateur.

L'épisode suivant le plus significatif nous est connu par une lettre de Raoul à Renard du 15 novembre 1954, publiée par P. Broué, qui mérite à mon avis d'amples citations, car nous touchons cette fois-ci au cœur du problème, qui s'avère n'avoir aucun rapport avec quelque essence perverse que ce soit que Lambert aurait portée :

« Le rapport de Just, je me demande si vous l'avez écouté, heureusement j'ai noté les phrases qui m'ont obligé à intervenir : « Avec les événements du 1° novembre, on a assisté pour la première fois à l'unité dans la lutte révolutionnaire des peuples du Maghreb » ... « L'Algérie devient la pointe avancée de la situation en Afrique du Nord. » ... « Les leçons de 1945-1950 ont été tirées dans le MTLD » ... « Il y a un changement dans la nature du mouvement et dans la nature du MTLD » ... « La lutte se radicalise et prend un caractère social de plus en plus approfondi » ... « L'Aurès est l'aspect le plus avancé du mouvement » et je n'ai pas pu tout noter. »

« Ce rapport de Just, consciemment ou non, était un rapport d'« électrification » du parti. Inutile de rapporter les exemples staliniens. Notons que si on sent le besoin d'électrifier, c'est parce qu'on méprise son organisation - on ne lui fait pas confiance. »

« « Les fusils parlent », dit Lambert. « J'en vois qui hésite, comme en Octobre » avise Bloch et « Ce n'est pas par hasard si j'ai commencé mon rapport par les tâches », ajoute Just [ce sera la rengaine des réunions de « cadres » de l'OCI ! - VP]. Visiblement le brain-trust a une triste idée de « sa base ». »

« Le fait le plus grave, c'est qu'on peut déjà risquer un diagnostic terrible : cette direction se méfie de son parti. »

Raoul (Claude Bernard), ancien du CCI (où Lambert avait tenu son « GER », sas de formation) pendant la guerre, connu pour de vrais faits d'armes de la lutte des classes (le presque-soviet de Puteaux-Suresnes en 44, les « Viêts »), et ayant travaillé pour l'ancien SI de la IV dans ses débuts, était redevenu un militant de base à éclipses depuis plusieurs années. 1954 voit son retour et, lors de cette AG d'après l'insurrection de que l'on ne sait pas encore être le FLN, une engueulade sévère l'oppose à Just, Lambert et Bloch. Le conflit porte sur le messalisme (le MTLD-Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, qui va devenir le MNA, Mouvement National Algérien), et il porte en même temps sur la manière dont le

quintette dirigeant (Lambert-Just-Bloch-Berné-Renard) considère sa « base », révélée par la tentative de l'« électriser » (d'une manière qui peut d'ailleurs faire penser aux évocations militaires de Pablo). Nulle muraille entre le fond politique et les méthodes, qui sont elles aussi une question de fond.

Ce qui le hérise en effet, c'est que les « chefs » jugent nécessaire d'électriser et d'intimider les militants, révélant qu'ils ne leur font pas grande confiance, mais ceci va avec le fait qu'ils considèrent Messali comme la force révolutionnaire à l'origine de l'insurrection. Raoul va leur objecter que pour le MTLD la lutte des classes en France n'est qu'une force d'appoint et qu'il faut constituer une fraction trotskyste en son sein, ce à quoi ils se refusent, misant sur l'évolution révolutionnaire de ce mouvement nationaliste de masse, quasiment acquise selon eux. Lambert (et aussi Renard) ont des relations proches et fréquentes avec Messali, dont l'entourage en France, y compris quasi familial, recoupe le PCI. Eux aussi font donc un « pari » comme nous avons vu Pablo et Bleibtreu en faire, et lui conditionnent, sur l'Algérie, leur politique.

Remarquons que ce moment « opportuniste », reconnu ultérieurement, mais non analysé dans ses fondements, ne concerne en rien « la social-démocratie ». Ceci n'est pas infirmé par le fait que Messali, qui a construit son mouvement depuis le prolétariat algérien en France, lâché par les staliniens, a des liens préférentiels dans les milieux socialistes de gauche, syndicalistes, réformistes de gauche, anarchistes, qui sont aussi ceux avec lesquels le PCI majoritaire agit sur le plan syndical ou sur celui des libertés : ces courants ne se sont pas rapprochés de Messali par un commun tropisme « social-démocrate », ils sont ceux qui s'opposaient, de manière plus ou moins affirmé, au colonialisme quand les plus « grands » courants du mouvement ouvrir le cautionnaient.

Faire une politique sur un pari, ce pari attribuant des vertus révolutionnaires postulées à un courant non marxiste, et entreprendre de stimuler, d'enthousiasmer, tout en les intimidant, les militants, car « *les fusils parlent* », vont de pair. Mais ce type de pratique est lié à une conception de l'organisation dans laquelle « la direction » doit faire front, bloc, devant les militants, à leur tour éduqués dans l'idée de former un bloc par rapport à leur propre classe. Ce type de schéma n'a pas été inventé par Lambert en 1954 : il marque tout le mouvement ouvrier au XX^e siècle.

Bleibtreu exclu (et content), Raoul digéré.

Il y a donc trois tendances réelles dans le PCI, dont les positions sont synthétisées en un tableau par J. Hentzgen. Quelques mois plus tard, le groupe Bleibtreu-Lequenne est exclu car ceux-ci se sont rendus à des convocations policières, causées par le soutien à l'insurrection algérienne, envers lesquelles la direction avait préconisé de refuser de se rendre. Le 20 mars 1955 le CC les exclut pour rupture de la solidarité devant la répression en les qualifiant de « *jaunes* » (avec les guillemets !). Raoul est

scandalisé par la manière dont est ainsi réglée la confrontation avec cette tendance, dont il ne partage nullement, par ailleurs, les positions, et il le dit. Il est alors avéré pour tout le monde qu'il existe un « groupe » ou une « tendance » Raoul dans le PCI, qui a envisagé de partir, excédé par ce qu'il appelait déjà « *réactions mégalomanes de bolcheviks de carnaval* » fin 1954, mais qui a décidé de ne pas le faire, craignant d'« *échanger un âne borgne contre un cheval aveugle* » (archives Raoul, cité par J. Hentzgen p. 280 de sa thèse).

Faut-il alors dater la définitive « crispation lambertiste » de l'exclusion de Bleibtreu (qui se déclare content d'être exclu), Lequenne et leurs camarades ? La suite immédiate de l'histoire est pourtant le contraire d'une crispation.

Raoul, tout en nouant des liens réguliers avec Cornelius Castoriadis et *Socialisme ou Barbarie* (SouB), cesse de nourrir son groupe de textes, estimant qu'il est malsain pour lui d'être quasi le seul à le faire, comme si les autres étaient voués à « *l'analphabétisme* » (thèse de J. Hentzgen, p. 281). Ce groupe comportait de 15 à 20 militants dans un « parti » qui en est alors sans doute à 70 environ. Début 56, il discute de manière correcte dans la forme, avec Renard, dans les bulletins intérieurs, sur l'Algérie. Courant 1956 le noyau dirigeant, qui a perdu Berné-Garrive noyé accidentellement dans la Marne lors d'une partie de baignade avec Lambert et Just, s'élargit à Raoul lui-même, à son camarade François De Massot dit François Forgues (toujours membre de la direction du POID), et à un nouvel arrivant venu de province, Pierre Broué, qui s'entend bien avec Raoul et, avec lui, motivera l'organisation en défense des [conseils ouvriers hongrois d'octobre](#). Le combat conjoint contre les interventions russe en Hongrie et franco-britannique à Suez fonde la création du CLADO (Comité de Liaison et d'Action pour la Démocratie Ouvrière), en novembre 56, animé par les militants du PCI, qui y côtoient syndicalistes, pivertistes, socio-barbares et ex-PCF de la revue *Arguments* (Edgard Morin).

Cette « ouverture » réelle, qui ne correspond pas à l'image convenue du « lambertisme crispé », donne l'impression sans doute exagérée, mais non pas absurde, que certains aspects critiques, voire libertaires, de la tendance Raoul, qui n'a pas été exclue mais bel et bien digérée, ont été digérés avec elle. Ce moment et cette ambiance relativement « ouverte et large » prendront fin en 1958, non pour des raisons internes mais à cause du climat général de la lutte des classes, marquée par le coup d'État gaulliste et le changement de régime en France.

6 années d'effritement.

Parvenant au tournant de 1958, je dois souligner un paradoxe. La situation dans la lutte des classes devient alors plus difficile, et pourtant, c'est après 1958 et surtout à partir de 1959 que le Groupe La Vérité (qui se désigne ainsi à partir de septembre 1958, admettant qu'il est superflu pour lui de se prétendre un « parti »), va se

remettre à recruter. De 1952 à fin 1958, l'effritement a été continu, atteignant le bas étiage de 53 membres (selon J. Hentzgen ; 52, selon la tradition orale que j'ai connue, quand on disait d'untel « il était des 52 »). Août 53 ne l'a pas interrompue, et n'a pas non plus vu de vague d'adhésions aux « organisations traditionnelles », notamment aux syndicats. Le riche tissu de contacts et d'échanges de la période du CLADO ne voit pas de recrutement de nouveaux militants. On pourrait dire que le long « congé militant » de Stéphane Just, de 1958 à 1962, clôt cet effritement. En octobre 58, Lambert voit débarquer 4 candidats à l'adhésion, venus d'eux-mêmes autour d'une sorte de trotskyste indépendant : Boris Fraenkel.

Piétinement aussi au plan des relations internationales. Non pas que le PCI majoritaire soit resté isolé. En 1953 le SWP se décide à rompre avec Pablo et avec le SI. Le motif public est qu'ils n'ont pas voulu appeler au retrait des troupes russes lors de la répression en RDA, l'autre raison est qu'une tendance interne au SWP remettant en cause sa direction s'est associée à eux. Mais cet événement important ne fut pas le déclic attendu. Un Comité International (CI) fut constitué par le SWP, le PCI majoritaire, le groupe anglais de Gerry Healy jusque là pabliste, mais suivant cette fois-ci le SWP, le groupe suisse, le vétéran du communisme chinois Peng Shuzi, avec des contacts dans les minorités des sections italienne et allemande. Mais le CI, tout en se proclamant l'alternative au SI, ne se structura guère, le SWP demeurant très insulaire. Son rôle fut décisif dans le choix de ne pas tenter d'organiser un « congrès » mondial, choix suggéré au dirigeant américain Cannon par le dirigeant ceylanais Gunawardene (des extraits de leur correspondance sont donnés par S. Just dans *la Vérité* n° 583, de septembre 1978), mais du coup, les « congrès mondiaux » de la IV^e Internationale « officielle » continuèrent à se succéder à un assez bon rythme (1954, 1957, 1960), le rôle propre de Pablo s'y amenuisant peu à peu, tandis que les organisations du CI discutaient du simple choix de répondre ou non aux offres faites par le SI de discussions entre eux et de formation d'un Comité paritaire, proposition qui connut des aléas divers, repérables dans la Thèse de J. Hentzgen, ayant surtout eu pour effet de faire passer le temps, et les années.

Surtout, la discussion de fond rattrapant les retards et expliquant le pablisme n'eût pas lieu. Le CI n'a connu, impulsé surtout par le dirigeant argentin Moreno, un développement propre qu'en Amérique latine, dans une relative indépendance par rapport au reste du monde.

Ici, il est intéressant de noter au passage que Raoul avait virtuellement son propre faisceau de contacts internationaux. Il correspond avec l'anglais Jimmy Deane, du courant de Ted Grant tout à fait opposé à Healy (il l'a connu au SI en 46), et, nous apprend J. Hentzgen, il rencontre, de concert avec SouB, l'ancien trotskyste antillais Cyril Robert James (janvier 1956).

La plus importante rencontre du CI fut la conférence tenue à Leeds en juin 1958, où figuraient Farrel Dobbs, Pierre Lambert, Gerry Healy, Nahuel Moreno. L'organisation

britannique, qui va devenir la SLL (*Socialist Labour League*) s'oppose désormais au SWP en préconisant une ligne plus dure contre le SI. Selon J. Hentzgen, qui le tient de F. De Massot (p. 344) Lambert n'en revient pas enthousiaste : son groupe est-il condamné à rester accroché aux basques d'une section trotskyste extérieure, en l'occurrence la future SLL après le SWP ?

Nouveau départ dans l'adversité.

En 1958, le « parti » devenant « groupe » a pris des coups sur la tête. D'abord, comme toute la classe ouvrière, le coup d'État gaulliste et l'avènement de la V^e République. Ensuite, la « trahison » de Messali (acculé, le MNA se rapproche de De Gaulle contre le FLN), la rupture forcée avec lui, impliquant un bilan à faire. De surcroît, la conférence de Leeds où les « pionniers de la lutte contre le pablisme » se ressentent comme un astre secondaire par rapport aux grands lumignons britannique et américain.

Tout cela va changer peu à peu, précisément à partir du moment où le groupe se reconnaît comme groupe et ne prétend plus être un « parti », et où il ne parle plus de révolution imminente mais de défensive à organiser, « avec la classe », « retranchés dans ses organisations », comme Lambert sait si bien le dire.

Le recrutement reprend à partir de 1959, et c'est avant tout un recrutement de jeunes - en résumé, toute une génération qui fera la suite de cette histoire. Ils sont 135 en 1962 et le « *cercle vertueux* » est enclenché, début 1960 selon J. Hentzgen, les jeunes recrutés en attirant d'autres. 350 membres début 1965.

J. Hentzgen nous permet de repérer les secteurs d'où part le processus. Il y a les Auberges de jeunesse, avec Jean Ribes et Madeleine Briselance, où apparaît le titre *Révoltes*. Il y a les Jeunesses socialistes autonomes, après la crise de la SFIO, avec Jean-Jacques Marie. Il y a l'activité de Boris Fraenkel en direction des normaliens, qui donne le cadre de formation politique à pas mal de figures dont la diversité illustre la réalité d'un monde que l'on voudrait croire uniforme : Jean-Marie Brohm, Lionel Jospin, Jean Puyade, Michel Sérac, Jean-Guy Nény, Claude Chisserey ... à noter que là, la « révolution sexuelle » est une thématique présente, et que Fraenkel fait se rencontrer Marcuse et Lambert, qui l'aurait seulement questionné sur Sartre ...

Le « cercle vertueux » engagé, les camps d'été deviennent plus festifs, atteignant 81 participants en 1963, l'intervention dans l'UNEF s'amorce, un Comité de Liaison des Étudiants Révolutionnaires (CLER) est constitué. Le plus jeune des nouveaux venus est probablement Charles Stobnicer, dit Charles Berg, 15 ans.

Le vieux noyau s'est donc mis à attirer des jeunes. Ce faisant, un point le contrarie : l'organisation ne se construit pas dans la classe ouvrière industrielle façon Renault ou Puteaux-Suresnes, mais voit les étudiants, enseignants et cadres devenir le gros des troupes. En fait, l'évolution sociale de la première génération du baby-boom est ici

évidente, et ces traits se retrouvent dans le recrutement des autres courants cousins et concurrents, dont le PCI minoritaire à l'origine des prochaines JCR, sauf peut-être à *Voix Ouvrière*, qui contracte une sorte d'alliance de terrain pour les diffusions devant les entreprises et la résistance aux brutalités staliniennes, avec le groupe La Vérité.

Au plan international, le groupe commence alors à acquérir et affirmer plus de « bouteille », avec à mon avis un rôle marqué, dans ce moment précis, de la part de Pierre Broué, responsable un temps d'une Commission internationale. C'est en effet lui l'auteur, ce qu'a établi J. Hentzgen, des textes du groupe concernant Cuba (réédités plus tard, sans nom d'auteur, au moment de la révolution nicaraguayenne), qui établissent qu'il y a alors dans l'île un « *gouvernement ouvrier et paysan* », position souple et, dans le texte, bien étayé, qui se situe en position intermédiaire entre celle de la SLL - un « *bonapartisme populiste* » - et celle du SWP - un « *Etat ouvrier* ».

Cette dernière analyse du régime castriste, au-delà même des campagnes contre les agressions impérialistes à son encontre, fournit une base nouvelle aux projets répétitifs de comité paritaire ou de discussion organisée entre CI et SI, qui se dessinent alors comme devant aboutir à une réunification entre le SWP et le SI. Elle aboutit en 1963, lors du « VII^e congrès mondial », constitutif du Secrétariat Unifié (SU) de la IV^e Internationale.

C'est là, *a priori*, un revers pour les « adversaires du pablisme » irréductibles qu'entendent être, chacun pour leur part, le Groupe La Vérité, future OCI, et la SLL britannique. Mais il est perçu comme une clarification susceptible de devenir un nouveau départ. En effet, le CI maintenu par les sections française et britannique semble devoir adopter enfin une politique de structuration, de développement, de discussion internationale systématique. En réalité, les deux puissances propres que sont l'OCI et la SLL vont former un partenariat méfiant, chacun contrôlant sa sphère, la plus puissante étant, en 1963, celle de la SLL, et ce n'est qu'avec leur rupture et la formation du CORQI (Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la IV^e Internationale), en 1971, que l'OCI pourra pleinement jouer un rôle « dirigeant » au plan international. Outre les dissidents du SWP et quelques groupes liés à la SLL comme le groupe ceylanais, le CI de 1963 comporte une composante recrutée par l'OCI, avec le hongrois Balasz Nagy, dit Michel Varga, ancien secrétaire du cercle Petôfi de Budapest, en 56. En relation et discussion depuis plusieurs années avec Pierre Broué, il est recruté, fin 1961 ou début 1962, par Lambert qui l'intronise directement grand responsable de « l'Est ».

Les mauvais signaux.

Dans le cadre de cette nouvelle progression, J. Hentzgen s'efforce de détecter et de mettre en exergue les signaux de tropisme « social-démocrate » censés donner la ligne

générale et fournissant le titre de sa thèse. J'y reviendrai pour finir ; il me semble plus judicieux de dégager, dans ce développement, les « mauvais signes » de statut spécial de Lambert passant des accords avec tel ou tel dirigeant syndical, de ruptures politiques larvées, ou de menaces sur la liberté de discussion. Ces signes ne sont pas si nombreux, mais ils sont significatifs ; j'en vois trois.

Le premier se situe lors du congrès confédéral FO d'avril 1959, c'est celui qui fournit le pivot de mon article *Compléments sur Pierre Lambert*, que je résume ici.

Au référendum sur la constitution gaulliste fin 58, alors que la FEN, en pointe, et la CGT, ont appelé au vote Non, la direction de FO a refusé de donner une consigne après avoir refusé de rejoindre les appels de la FEN à la résistance. Et au lendemain du vote Robert Bothereau, dirigeant de FO, salue le « *Oui de la démocratie* ». D'autre part, le CCN de FO fin 58 a commencé à émettre des signaux - toutefois modérés et susceptibles de diverses interprétations - d'opposition à certaines propositions gaullistes d'association des syndicats à l'État, et surtout elle a dû pousser hors des instances confédérales le groupe Le Bourre-Lafond, devenu alors gaulliste et « Algérie française », photographié avec le premier ministre Debré à la faveur d'une panne d'ascenseur.

Ces derniers développements ont permis à Alexandre Hébert, secrétaire de l'UD de Loire-Atlantique, anarchiste, ami de Lambert, de voter, pour la première fois, pour le rapport d'activité lors du congrès, au grand étonnement des autres délégués oppositionnels proches de lui, qui font, eux, 11,5% des mandats, sans lui. J. Hentzgen donne dans sa thèse des éléments sur l'évolution d'Hébert les années précédentes, après les grèves de Nantes et Saint-Nazaire en 1955 : c'est alors que la direction confédérale renonce à le déboulonner et passe des accords avec lui, sur une ligne qui comporte l'exigence de paix en Algérie.

Ce ralliement d'Hébert est soutenu, peut-être même conseillé, par Lambert - qui, à cette date, n'est pas à FO (contrairement à ce qu'a écrit alors l'organe du PCI minoritaire, *La Vérité des travailleurs*, induisant en erreur des chercheurs et des journalistes). Les délégués au congrès confédéral réellement membres du Groupe La Vérité, Daniel Renard (qui n'a jamais été réintégré à la CGT comme Lambert et a fini par adhérer à FO) et René Dumont (de la Bibliothèque nationale), se sont, eux, abstenus sur ce vote.

Il faut bien situer la portée exacte de cet évènement, sans la minimiser et sans l'exagérer.

Dans l'histoire interne « officielle » à l'organisation, qui va au-delà de celle-ci car c'est un *story telling* également interne à une bonne partie des cadres de Force Ouvrière, la place de Lambert et de Hébert dans FO est reliée à l'appel au vote Non au référendum gaulliste ... de 1969, ayant abouti au départ de De Gaulle, et c'est là

qu'ils auraient voté pour la première fois pour le rapport moral de Bergeron, ce qu'ils ont fait systématiquement ensuite.

En réalité, cette première fois remonte à 1959 et n'est pas reliée à un Non à De Gaulle et à la V^e République, tout au contraire !

D'un autre côté, il n'existe pas à cette date de couche de permanents FO/OCI, phénomène qui se développera peu à peu après 1969, Lambert lui-même n'est pas encore à FO (il y sera en 1961 ou 1962), et Hébert votera de nouveau contre les rapports confédéraux aux congrès suivants, jusqu'en 1969.

Donc, s'il est justifié de repérer cet évènement comme un signe, et de rapprochement avec le courant réformiste dominant à FO, et d'action autonome de Lambert ne rendant guère de comptes - bien que ce vote a sans aucun doute été justifié en interne par la défensive syndicale nécessaire contre le régime gaulliste et l'intégration -, il serait anachronique d'en faire la preuve, ou le point de départ, d'une sorte de collusion organique conditionnant les orientations politiques du Groupe puis de l'OCI.

Cela viendra, beaucoup plus tardivement. Le vote d'Hébert appuyé par Lambert en 59 est, en lui-même, un épisode de même nature que le contact direct pris par Lambert avec Frachon en 54. La méthode Lambert d'initiatives et de contacts n'ayant pas de comptes à rendre, puisqu'il est le chef, est en train de s'affirmer : c'est cela le fait caractéristique, non une quelconque forme d'identification à la « social-démocratie ».

Le second « mauvais signal » n'est qu'évoqué entre les lignes par J. Hentzgen, et il est vrai qu'il est difficile à repérer et fort mal connu.

En 1957-59, le Groupe a organisé un entrisme, nullement camouflé, vers l'UGS (Union de la Gauche Socialiste), regroupement de composantes issues de la SFIO ou de la gauche chrétienne, puis vers le PSA (Parti Socialiste Autonome), scission de la SFIO consécutive au ralliement de Mollet à De Gaulle. Robert Chéramy, principal militant syndical du PCI majoritaire à la FEN, fut le principal « envoyé » au PSA.

Il échappe au contrôle de son parti originaire en décidant d'accepter ce à quoi il était mandaté pour s'opposer : la fusion du PSA avec un courant libéral-bourgeois, mené par l'ancien président du conseil Pierre Mendès-France (Hentzgen, p. 391). Selon la nécrologie de Chéramy faite par Lambert dans *Informations Ouvrières* en 2002, Chéramy n'aurait jamais été exclu. Selon Broué, qui disait avoir été lui-même envoyé au PSA pour « rattraper » Chéramy, ce qui s'est avéré mission impossible, il fut bien question d'exclusion, mais Lambert, de manière confuse, tenta au CC de faire assumer celle-ci par Broué.

Beaucoup d'équivoques marquent tout cet épisode, à commencer par le fait que Chéramy, sans que cela ne gêne Lambert, faisait déjà un peu ce qu'il voulait dans le SNES et la FEN et apparaissait, au PSA, au moins autant comme l'émissaire de la direction de la FEN que comme celui du Groupe *La Vérité*.

En outre, ce moment est historiquement remarquable en ce qu'il semble préfigurer des débats qui se reproduiront à propos du PS au moment du congrès d'Épinay : naissance d'un « nouveau » parti réformiste largement ouvert sur sa gauche, mais préemption de celui-ci par un homme politique bourgeois de premier plan.

Notre troisième « mauvais signal » se situe tout à fait sur la fin de la période parcourue par J. Hentzgen : Boris Fraenkel commence à pomper l'air au noyau dirigeant (Hentzgen, pp. 457-458).

En novembre 1962, il écrit dans le Bulletin intérieur un texte revenant sur la question des relations avec Messali, *Une autre perspective stratégique dans la révolution algérienne*, signé Mariategui, lançant une discussion que, depuis 1958, Lambert disait nécessaire, mais qu'il avait différée. Le simple titre des réponses de Lambert et de G. Bloch, chacun dans leur façon - respectivement *De la confusion et des confusionnistes* et *Histoire du derviche aux tiroirs* - indique que la chose a été très mal prise - la fameuse discussion nécessaire est ajournée et n'aura jamais lieu - et que les jours de B. Fraenkel dans l'organisation sont désormais comptés.

Il sera exclu fin 1966 pour avoir soi-disant compromis la sécurité de l'organisation en éditant, en utilisant les moyens de l'organisation, une brochure de W. Reich traduite par ses soins. Plusieurs jeunes dont J.M. Brohm partent avec lui, L. Jospin reste, et Fraenkel en voudra à Broué d'avoir « *hurlé avec les loups* ».

B. Fraenkel a-t-il été exclu à cause du contenu des textes de Marcuse et de Reich dont il fut un grand introducteur en France ? Ce fut dit, et par la suite, sans jamais en faire d'étude sérieuse, ces idées seront amalgamées au « gauchisme décomposé » dans les représentations « lambertistes » (qui ont trouvé, *a posteriori*, l'expression croustillante de *clique sexualo-sectaire*), de même que dans les représentations « anti-lambertiste » il sera facile de se dire qu'à l'OCI, on n'appréciait pas la « révolution sexuelle ». Mais rien de cela n'est mis en avant lors de l'exclusion, juste « la sécurité ».

En *a parte*, il est expliqué aux militants que son homosexualité (nullement dissimulée) pouvait exposer Fraenkel à être manipulé par la police. Argument en l'occurrence hypocrite, même si en ces temps l'homosexualité, qui était un délit, pouvait servir de moyen de chantage policier. A-t-on affaire au virilisme, voire à l'homophobie, des SO « lambertistes » de la prochaine décennie ? Pas plus : là encore, dans l'organisation, il n'est question que de « sécurité », et tant l'homosexualité que les idées freudo-marxistes d'outre-Atlantique n'avaient pas choqué jusque-là. Il n'est pas question ici de nier l'existence d'une culture et d'habitus machistes et homophobes dans la suite de l'histoire de cette organisation, mais de situer les faits dans leur chronologie et par là dans leur causalité effective.

Alors, si l'exclusion de B. Fraenkel ne fut causée ni par la « révolution sexuelle », ni par son homosexualité, ni par des divergences politiques explicites, quelle en fut la raison ?

En fait, je l'ai déjà dit : depuis 1962 il pompait l'air à Lambert, et subsidiairement à Bloch jaloux du « théoricien », peut-être aussi à Just, Broué s'en lavant les mains. Nous avons bien là - enfin ! - la première « exclusion lambertiste », et elle est chimiquement pure, sans doute programmée de longue date : elle n'a strictement d'autre cause que le souci du chef relayé par quelque sous-chefs de ne pas être emmerdé par un type talentueux et excentrique.

Naissance d'un appareil.

L'histoire que nous venons de parcourir n'est pas celle d'un amalgame, d'une identification, ou d'une satellisation par rapport à une « social-démocratie » elle-même multiforme (SFIO, FEN, PSA-PSU, FO), c'est celle d'un courant révolutionnaire confronté à une situation d'adversité très particulière, démultipliée par la crise pabliste, dans lequel un dirigeant ayant contribué de manière décisive à le préserver et à l'ancrer devient peu à peu un chef intouchable, se dotant d'un micro-appareil à son service. C'est cela que montre J. Hentzgen.

Il ne montre pas ce que le titre de son travail est censé montrer : en 1963, le Groupe La Vérité, en train de passer du « groupe » à l'« organisation », n'est pas politiquement dépendant d'un appareil réformiste (terme qu'il conviendrait d'ailleurs ici de préférer à celui de « social-démocrate »). Et même quand par la suite une telle osmose va se produire, dans FO après 1969, en développant les premiers jalons que nous avons signalés, mais qui n'étaient encore que des jalons - même alors, je mets au défi quelque historien que ce soit d'expliquer par là les choix fondamentaux de l'OCI et du CORQI, courant trotskyste *international*, dans sa rupture avec la SLL et son alliance avec le POR bolivien (début des années 1970), dans ses discussions avec le SU et le SWP (milieu de cette même décennie), dans son « Comité paritaire » avec, notamment, Moreno (fin de cette décennie), par le facteur « FO » ou « social-démocratie ». C'est sur la longue durée que l'ossification s'est faite, et le facteur d'alignement sur un grand appareil bureaucratique existant n'est pas chronologiquement premier, il vient **après** la construction du propre « micro-appareil » de l'organisation.

D'où le caractère forcé de plusieurs allusions et affirmations de J. Hentzgen, qui ne sont pas des démonstrations.

Ainsi, à plusieurs reprises, est introduite « la franc-maçonnerie », puisqu'il y a des francs-maçons parmi les syndicalistes et les socialistes de gauche que côtoie à un

moment ou un autre le PCI-Groupe La Vérité. Mais ceci ne montre ni ne démontre rien concernant ce courant jusqu'en 1963, et en fait largement jusqu'en 1968.

Ainsi, est-il aussi question à plusieurs reprises d'une connivence de Lambert avec « l'Amérique ». Qu'est-ce à dire ? Mais si J. Hentzgen avait trouvé quoi que ce soit prouvant un financement du « lambertisme » par Irving Brown, ou (ce qui ne serait pas la même chose) une alliance avec tel courant dirigeant du syndicalisme US, il nous le dirait. Il n'a donc rien. Qu'un droitier du PCI l'ayant quitté en 1946, Parisot, ait par la suite participé à la revue *Preuves* qui a eu des financements américains ne prouve rien concernant Lambert. Que B. Nagy, avant d'être trotskyste, ait reçu des fonds d'organisations qui, elles-mêmes, étaient abondées par le Département d'État ... fait partie des preuves à charge qui seront avancées contre lui par Lambert lors de leur rupture en 1973. Que Lambert, en 1952, critique certains membres FO du regroupement de *l'Unité syndicale* pour leurs positions colonialistes, ne devrait pas être l'occasion de nous expliquer que l'AFL-CIO, elle aussi, était moins colonialiste à cette date que la direction de FO, comme s'il y avait là un indice de compromission avec l'oncle Sam : à ce compte-là, tous les porteurs de valise pourraient être tenus pour des agents américains ! Enfin, que la situation ouvrière et syndicale nord-américaine, dans les années 1950, soit considérée comme préférable à celle d'un ouvrier russe, est une chose qui, plutôt que d'un tropisme pro-américain, pourrait bien relever ... du bon sens le plus élémentaire, non ?

Plus précisément, il est difficile de dire (p. 79) si Lambert a eu une « *sollicitude* » particulière pour Max Shachtman au « II^e congrès mondial » en 1948 : le volume 3 de la série de documents édités par R. Prager nous apprend, en effet, qu'à propos de la fin de non-recevoir décidée envers le WP des EU, Lambert avait soumis au vote un délai supplémentaire de 6 mois, repoussé à une voix près -mais, ajouterais-je, ces documents ne nous disent pas ce qu'a été le vote final de Lambert une fois son amendement écarté, car les votes ont eu lieu dans cet ordre (*Congrès de la IV^e Internationale*, tome 3, p. 337). Il est pour le moins tiré par les cheveux de subodorer là un premier indice de tendresse lambertiste envers quelqu'un qui - 15 ans plus tard - virera « social-démocrate », qui plus est dans un contexte nord-américain assez différent. L'évolution, dans la longue durée, de la plus grande partie de l'intelligentsia de gauche des États-Unis, souvent d'origine juive, de positions se cherchant sur un terrain révolutionnaire anti-stalinien, dans les années 1930, vers des positions de droite libérales appuyant le « monde libre » voire ses « croisades pour la démocratie », est un phénomène capital de l'histoire du XX^e siècle, avec lequel l'histoire du « lambertisme » n'a pas grand rapport. Par contre, pour revenir à Shachtman, J. Hentzgen signale plusieurs contacts entre son courant et les trotskystes du CI, et notamment avec Healy qui pourrait pourtant passer pour leur antipode (lettres de Healy mentionnées p. 486), qui demanderaient une étude précise - Voir note 3. En tout cas, sans aucun rapport avec la supposée tentation sociale-démocrate de Lambert.

Il n'y a pas non plus d'évolution idéologique majeure en 1958-1963 dans le Groupe La Vérité. Le souhait de réaliser un jour un « parti large » n'est pas une nouveauté. S'il y a bien une montée en puissance des thèmes laïques et anticléricaux, cela s'explique par une raison principale plus deux raisons particulières.

La raison principale est que, comme la question de l'intégration des syndicats aux organismes du plan gaulliste, ces sujets ne sont en rien une lubie propre aux « lambertistes », mais bien des sujets centraux de ces années, marquées par la loi Debré et le serment de Vincennes.

Les deux raisons particulières nous rapprochent des évolutions propres à Lambert mais elles ne nous conduisent pas automatiquement au terminus « social-démocratie ». La « découverte » des courants « chrétiens de gauche » comme susceptibles de porter avec eux des conceptions et des méthodes brouillant les frontières des « organisations ouvrières » est faite alors : envoyer Raoul et d'autres camarades à l'UGS, dont les chrétiens de gauche tendance abbé Pierre issus du MLP (Mouvement de Libération Populaire) forment le gros de la base, n'avait posé *aucun* problème métaphysique, fin 1957, au PCI. Mais dans la bataille pour la naissance possible d'un parti réformiste et « centriste » de gauche, il s'avère que les composantes « chrétiennes » de l'UGS convergent avec le « libéral bourgeois » Mendès-France pour « gommer les frontières de classe ». Au sein même du groupe issu de l'UGS qui, pour cette raison, n'a pas voulu fusionner dans le PSU, et qui forme l'UPS (Union Pour le Socialisme), la cohabitation du groupe parisien, qu'anime Raoul, et du groupe bordelais, qu'anime l'ancien jociste Jean Bonneville, s'avère un attelage bancal, qui ne durera pas.

Cette expérience rejoint alors, seconde raison particulière d'une certaine évolution, une antienne du copain de Lambert qu'est Hébert : la CFTC, du fait de ses origines chrétiennes, serait par nature vouée au « corporatisme » entendu comme intégration du syndicalisme à l'État (et les pires sur cette voie seraient ceux du courant « Reconstruction » de la CFTC, dont Gilbert Declerc de Nantes, en face d'Hébert). Très progressivement, Lambert va par la suite, dans l'intérêt de la promotion du secteur de cadres et de permanents qu'il influence dans FO, s'aligner sur les représentations d'Hébert à propos de qui est « mouvement ouvrier » et de qui est « corporatisme », qu'il n'avait pas suivi ni à propos de l'UGS, ni à propos du PS d'Epinay, mais qu'il reprend concernant la FCPE qui, en 1982, aurait cessé d'être une organisation ouvrière et laïque, puis surtout en renonçant à la valorisation de l'unité de la FEN au profit du passage des enseignants de l'OCI-PCI à FO en 1984, achetée par Bergeron par la permanentisation de dizaines de militants. A ce stade, on est bien dans un alignement, pragmatique, si l'on peut dire, et par conséquent idéologique. Mais on n'est pas là en 1963.

Non, ce qui au final ressort franchement de la thèse de J. Hentzgen ne concerne pas *d'abord* la social-démocratie, mais *d'abord* la formation d'un appareil centralisé autour d'un chef. Il faudrait savoir quand apparaissent les permanents rétribués par

l'organisation et l'évolution de leur nombre, ainsi que le montant de leur salaire, sans parler des bénéfiques symboliques, en nature ou non. Mais il ne semble pas que ce saint des saints ait été découvert par J. Hentzgen dans les archives du CERMTRI (faut-il s'en étonner ?). Il nous apprend tout de même qu'un budget est mis en place en 1963 et qu'il devient bénéficiaire en 1967, et remarque fort justement que l'emploi des cotisations, fort élevées, échappe à tout contrôle de la part des payants, qui, d'ailleurs, n'auraient pas posé de telles questions : dans une « organisation prolétarienne » on ne pratique pas le soupçon, n'est-ce pas, et puis cette organisation grandissait visiblement et prenait des initiatives. S'il ne semble pas encore y avoir de permanents rétribués en 1963, les permanents de fait, étudiants, ou ayant un emploi leur laissant du temps libre (cas de Lambert et de Fraenkel) sont nombreux, et les instances se multiplient (Raoul râle à ce sujet, comme il se doit), donnant lieu à une réunionite assidue, vrai mode de vie. Un rapport de police de 1974 décrira des militants « *muselés* » (surtout en 1974 après l'affaire Varga qui fut dans l'organisation la plus terrible et terrifiante).

C'est là que réside la piste à suivre, tant du point de vue du travail historique nécessaire que du point de vue des leçons à tirer pour une pratique émancipatrice révolutionnaire. Et de ce point de vue là je voudrais terminer cet article en remerciant chaleureusement Jean Hentzgen, et de son travail, et de m'avoir donné matière à ces réflexions, les critiques comprises !

VP (01/01/2020)

Notes

(1) Yvonne Issartel n'était pas institutrice dans l'Hérault (thèse p. 256), mais en Ardèche, où elle était responsable SNI-PEGC et École Émancipée en Ardèche.

(2) Riguidel (p. 430) s'appelait en réalité Dichamp, et était un animateur connu des "gars du bâtiment" depuis les années trente.

(3) Tout opposait a priori Healy et le courant Shachtman. J. Hentzgen mentionne p. 409 et p. 456 des lettres de Healy des 10/10/1961 et 18/10/1962 sur des contacts entre eux. Ceci demande une recherche plus poussée. A cette date, Healy s'étant émancipé de Pablo et du SI depuis 1953, et de Cannon et du SWP depuis 1958, de tels contacts sont concevables mais doivent être reliés à la formation d'oppositions internes au SWP, issues des jeunes "shachtmanistes" qui l'ont rejoint après 1956 (à partir de la formation du [Left Wing Caucus au sein de la Young Socialist League](#), organisation de jeunesse de l'ISL), et dont certaines composantes se lieront à Healy (Tim Wohlforth notamment). De plus, après avoir pratiqué l'entrisme depuis 1948 dans le Labour Party, Healy et son groupe ont pris à partir de 1959 un virage sectaire et ultra-gauche vis à vis du Labour Party et du mouvement syndical.

Shachtman, d'autre part, n'est pas « devenu social-démocrate » d'un coup et franchit un pas décisif en 1961 précisément, en soutenant l'administration US contre Cuba (et au final, il ne deviendra pas « social-démocrate » au sens européen du terme).

En outre, André Giacometti, signature suisse mentionnée p. 409 dans la Correspondance Socialiste qu'animait Jean-Jacques Marie en 1960, n'est certainement pas le pseudonyme de Daniel Gélin (acteur français). Il s'agit de Dan Gallin, qui est passé par l'Independent Socialist League avant d'être expulsé en 1953 des États-Unis par la répression mac-carthyste (pseudo choisi par admiration pour le sculpteur). Retourné en Europe malgré lui, il y sera, sous ce pseudonyme, le correspondant de [New International](#) jusqu'à la disparition de cette publication après la fusion de l'ISL et du SP-SDF de Norman Thomas. Dan Gallin deviendra syndicaliste international à l'IUF-UITA, animateur plus récemment du [Global Labour Institute](#).